



PARLEMENT EUROPEEN

2009 - 2014

*Commission des affaires étrangères
Sous-commission «droits de l'homme»
Commission du développement*

28.9.2010

COMMUNICATION AUX MEMBRES

Objet: Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2010

Les membres trouveront en annexe une liste alphabétique, ainsi que les justifications et les biographies reçues par le secrétariat, des candidats proposés pour le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2009, qui ont été nommés conformément au statut du prix Sakharov par au moins 40 députés du Parlement européen ou par un groupe politique.

DIRECTION GENERALE
POLITIQUES EXTERNES

CM\832022FR.doc

PE448.983v01-00

FR

Unie dans la diversité

FR

PRIX SAKHAROV POUR LA LIBERTE DE L'ESPRIT 2010
Candidats proposés par des groupes politiques et des députés à titre individuel
par ordre alphabétique

Candidat	Activité	Désigné par
ACCESS	Mouvement de citoyens qui aide les défenseurs des droits de l'homme à se protéger et à protéger leurs communications en ligne. Il fournit également un soutien technologique qui permet d'accéder à l'information malgré la censure imposée par les régimes répressifs.	Désigné par le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
M. Haytham AL-MALEH	Éminent avocat et défenseur des droits de l'homme, de nationalité syrienne, condamné à trois années d'emprisonnement le 4 juillet 2010. Les missions d'observation au procès, organisées par la société civile internationale, ont indiqué que M. Al Maleh n'avait pas été jugé dans le respect des normes internationales relatives au droit à un procès équitable.	Désigné par Heidi Hautala et 44 autres députés
BREAKING THE SILENCE	Organisation non gouvernementale (ONG) israélienne, créée par des soldats et des vétérans des forces militaires israéliennes, recueille et fournit des témoignages sur le service militaire en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est durant la deuxième intifada. Cette organisation donne au personnel et aux réservistes israéliens, qu'ils soient en service ou réformés, la possibilité de faire part, en toute confidentialité, de leur expérience dans les territoires occupés en Israël.	Désigné par le groupe des Verts/Alliance libre européenne et par le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
M. Guillermo FARIÑAS	Docteur en psychologie, journaliste indépendant et dissident politique, de nationalité cubaine, a mené, depuis des années, 23 grèves de la faim pour protester contre le régime cubain. Il a déclaré être prêt à mourir pour la lutte contre la censure à Cuba.	Désigné par le groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et par le groupe des Conservateurs et réformistes européens et par Edvard Kožušník et 91 autres députés

<p>M^{me} Aminetu HAIDAR</p>	<p>D'origine sahraouie, elle lutte pour la défense des droits de l'homme et milite, au niveau politique, pour l'indépendance du Sahara occidental. Celle qui est parfois surnommée la «Gandhi sahraouie» en raison de ses protestations non violentes, y compris des grèves de la faim, lutte pour l'indépendance du Sahara occidental.</p>	<p>Désignée par Norbert Neuser, Willy Meyer, Raül Romeva i Rueda et 40 autres députés</p>
<p>M. Dawit ISAAK</p>	<p>Journaliste, écrivain et dramaturge érythréen, il est emprisonné depuis 2001 dans des conditions extrêmement pénibles pour des raisons politiques. À diverses reprises, le Parlement européen a demandé sa libération immédiate.</p>	<p>Désigné par Olle Schmidt, Cecilia Wikström, Marit Paulsen, Lena Ek et 37 autres députés</p>
<p>M^{me} Birtukan MIDEKSA</p>	<p>Personnalité politique éthiopienne et ex-juge, elle dirige le parti d'opposition Unité pour la démocratie et la justice (UDJ). Elle a été condamnée à la prison à vie le 28 décembre 2008. Elle s'est engagée publiquement à poursuivre sa «lutte pacifique pour la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'État de droit» en Éthiopie.</p>	<p>Désignée par le groupe de l'Alliance progressiste des socialistes & démocrates au Parlement européen</p>
<p>Père Thadeus, NGUYÊN VAN LY</p>	<p>Ecclésiastique vietnamien, éminent défenseur des droits de l'homme, a choisi la non-violence comme seul instrument de promotion universelle des droits de l'homme.</p>	<p>Désigné par le groupe des Conservateurs et réformistes européens</p>
<p>PORTES OUVERTES</p>	<p>Mission chrétienne non confessionnelle qui soutient les chrétiens persécutés là où ils forment une minorité religieuse. La mission est présente dans plus de 45 pays, où elle réalise un large éventail d'activités.</p>	<p>Désignée par le groupe des Conservateurs et réformistes européens</p>

Désigné par le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe



L'accès à l'internet devient rapidement l'une des questions contemporaines relatives aux droits de l'homme les plus critiques - en tant que nouveau droit en soi et que passerelle vers la jouissance de nombreux autres droits. Access est un mouvement de citoyens qui aide les défenseurs des droits de l'homme à se protéger et à protéger leurs communications en ligne. Il fournit également un soutien technologique qui permet d'accéder à l'information malgré la censure imposée par les régimes répressifs.

Créé à la suite des mesures de répression instaurées après les élections iraniennes de 2009, Access a fourni une assistance technique vitale qui a permis de garder l'internet ouvert pour le mouvement pro-démocrate iranien. Étant donné que des millions de personnes ont remis en question les résultats électoraux, un réseau en ligne d'activistes numériques a entamé une série d'actions pour que Facebook, Twitter, les blogues indépendants et les comptes de courrier électronique restent accessibles et non contrôlés. Ce réseau d'activistes numériques du monde entier s'est uni depuis lors pour créer Access. Grâce à son travail, Access a contribué à libérer des milliers de vidéos de manifestation et de dossiers de violation des droits de l'homme (qui ont été consultés plus de 5 millions de fois); a aidé des centaines de milliers de défenseurs des droits de l'homme et de citoyens ordinaires à passer en toute sécurité le pare-feu pour accéder à des sites web fondamentaux bloqués; et a permis à des organisations fondées sur les droits de rester en ligne, avec un air de défi, en dépit de l'attaque continue des régimes et de leurs pirates informatiques. Access travaille pour garantir un accès ouvert et mondial à l'internet ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme.

<http://www.accessnow.org/>

Désigné par Heidi Hautala et 44 autres députés

Haytham Al-Maleh, avocat syrien des droits de l'homme Pour le prix Sakharov 2010

Un an après avoir adopté une résolution sur l'affaire Muhammad Al-Hassani, un avocat syrien qui a été arbitrairement arrêté et tenu au secret, le Parlement européen a adopté le 9 septembre 2010 une résolution sur la situation des droits de l'homme en Syrie, et en particulier le cas de Haytham Al-Maleh, un avocat syrien de 80 ans spécialisé dans les droits de l'homme.

Haytham Al-Maleh a été arbitrairement arrêté le 14 octobre 2009 par les services généraux du renseignement, tenu au secret jusqu'à son interrogatoire par le procureur militaire le 20 octobre 2009 et condamné par le second tribunal militaire de Damas à trois ans d'emprisonnement, alors que les tribunaux militaires ne sont pas habilités à juger des civils. Son arrestation a eu lieu au moment proposé par les États membres de l'UE pour signer l'accord d'association avec la Syrie, dont un élément essentiel est le respect des droits de l'homme.

Le 4 juillet 2010, Haytham Al-Maleh a été condamné à trois ans d'emprisonnement en application des articles 285 et 286 du code pénal syrien, au motif qu'il a «véhiculé des informations fallacieuses et exagérées qui portent atteinte aux sentiments nationaux». Les accusations se fondaient sur les entrevues accordées par M. Al-Maleh, dans lesquelles il critiquait le recours prolongé aux lois d'urgence en Syrie ainsi que le contrôle qu'exercent actuellement les autorités syriennes sur le système judiciaire. Selon les rapports des missions de contrôle ad hoc dépêchées par les organisations internationales de la société civile, le procès de M. Al-Maleh n'était pas équitable au sens des normes internationales.

L'état de santé de M. Al-Maleh s'est sérieusement dégradé durant l'été. Il souffre d'arthrite, de diabète et de problèmes thyroïdiens, et est privé de tout accès normal à des médicaments.

La condamnation de Haytham Al-Maleh, considéré comme un éminent avocat spécialisé dans les droits de l'homme en Syrie, témoigne du fait que les avocats et défenseurs des droits de l'homme continuent à être persécutés. Elle envoie même un avertissement clair aux avocats qui encouragent l'état de droit et contestent chaque jour les restrictions imposées par l'état d'urgence instauré depuis 1963.

La signature de l'accord d'association UE-Syrie a été reportée à la demande de la partie syrienne. Depuis octobre 2009, la Commission est chargée par le Conseil de clarifier la situation et de trouver un moyen de signer cet accord. Dans sa résolution de septembre 2010, le Parlement insiste sur la dégradation de la situation des droits de l'homme, notamment la répression systématique à l'égard des avocats et des défenseurs des droits de l'homme en Syrie, et demande la mise en place d'un mécanisme clair pour entamer les discussions entre les homologues syriens et européens sur la question spécifique des droits de l'homme et sur les progrès précis attendus des autorités syriennes en matière de droits de l'homme et de démocratie.

Décerner le prix Sakharov 2010 à M. Al-Maleh pourrait être considéré comme un soutien important à tous ceux qui défendent les droits de l'homme et encouragent les réformes démocratiques en Syrie, et lancerait un signal fort à l'UE qui doit garantir la cohérence et l'efficacité de son action extérieure en matière de respect et de promotion des droits de l'homme.

Désigné par Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit au nom du groupe des Verts/Alliance libre européenne

Breaking the Silence



Qui sont-ils et que font-ils?

Breaking the Silence (BTS) est une ONG israélienne, créée en 2004 par des soldats et des vétérans des forces militaires israéliennes, qui a recueilli et fourni des témoignages sur le service militaire en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est durant la deuxième intifada.

Dans une société qui tend à ignorer l'injustice et l'oppression inhérentes à l'occupation, le travail de Breaking the Silence revêt une importance vitale. BTS insiste sur la manière dont la société israélienne «continue à fermer les yeux et à nier ce qui se produit en son nom». BTS se consacre à confronter le public israélien aux réalités de l'occupation israélienne telle qu'elle est perçue par les soldats israéliens et à stimuler le débat sur l'impact de l'occupation prolongée sur la population palestinienne et la société israélienne.

Depuis 2004, Breaking the Silence a récolté les témoignages de plus de 650 soldats qui ont servi dans les territoires depuis le début de la deuxième intifada. BTS organise également des visites de villages au sud du Mont Hébron pour les jeunes israéliens, les étudiants, les politiques, les journalistes, les diplomates étrangers et le grand public afin de leur donner une expérience unique et leur permettre de voir de leurs propres yeux la situation désastreuse dans la région.

L'organisation se soucie fortement de la crédibilité des histoires qu'elle publie. Pour chaque histoire, elle demande deux témoins oculaires, procède à une enquête en interrogeant d'autres soldats, enregistre les conversations et vérifie les informations auprès de B'Tselem et d'autres organisations. De nombreuses histoires ne sont pas publiées car les éléments qui les confirment sont insuffisants.

Menaces et défis que rencontre Breaking the Silence dans le cadre de son travail

Si le travail de BTS a de nombreux partisans en Israël et à l'étranger, il a aussi encore de nombreux détracteurs, qui ont recours à des méthodes de plus en plus menaçantes pour tenter de faire fermer l'organisation et faire en sorte qu'elle le reste. Ces méthodes consistent

notamment à arrêter des membres de BTS, à attaquer et empêcher militairement les circuits qu'il organise, à tenter de lui couper les vivres et à lancer des campagnes de diffamation publique.

Détention et arrestations: des membres de Breaking the Silence sont fréquemment détenus par la police israélienne dans la colonie de Kiryat Arba, près d'Hébron. Plusieurs raisons sont alléguées pour justifier les détentions, qui vont de la perturbation de la paix à la crainte d'attaques de colons en passant par de fausses plaintes de colons. Aucune de ces plaintes ne s'est jamais révélée fondée et aucune poursuite n'a jamais été engagée contre BTS¹.

Attaques des colons et actions militaires visant à empêcher les visites: les circuits organisés à Hébron sont souvent attaqués par les colons d'Hébron et ces attaques deviennent de plus en plus violentes. Malgré les dizaines de plaintes déposées auprès de la police israélienne, cette dernière n'a pas déployé d'efforts pour y mettre un terme. Au lieu de cela, les forces de défense israélienne ont plusieurs fois empêché l'organisation de visites pour prévenir la violence des colons. Pour aggraver les choses, les commandants militaires ont publiquement déclaré dans les médias que les membres d'organisations des droits de l'homme, et en particulier les membres de BTS, sont responsables de la violence dans la région. Ces déclarations ont dans la pratique légitimé les violences et les menaces à l'égard des activistes. Aujourd'hui, un tiers des circuits que BTS demande à organiser ne reçoivent pas l'autorisation nécessaire et au cours de ceux qui sont organisés, les colons ont recours au harcèlement et à la violence physique, sans parler des nombreuses fausses plaintes déposées contre BTS. Il existe actuellement un ordre militaire qui dans la réalité empêche les membres de BTS d'entrer dans le tombeau des patriarches à Hébron.

Diffamation publique et tentatives de réduire le financement: depuis la création même de Breaking the Silence, il y a eu plusieurs tentatives de miner sa crédibilité et de salir son nom. La diffamation publique a atteint son apogée à la suite de la publication des témoignages de soldats concernant l'opération «Cast Lead» à Gaza. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a publiquement condamné BTS² et le ministre israélien des affaires étrangères a fait pression sur les gouvernements étrangers afin qu'ils arrêtent de financer l'organisation³. Dans le même temps, BTS a été la cible d'incitations à la violence de la part de nombreuses personnalités publiques, notamment deux célèbres animateurs d'émission-débat à la radio militaire publique israélienne, qui ont encouragé ses auditeurs à «briser les os» de Breaking the Silence⁴.

¹ <http://www.frontlinedefenders.org/node/1570>

² <http://www.haaretz.com/print-edition/news/pm-slams-breaking-the-silence-1.282675>

³ http://www.dutchnews.nl/news/archives/2009/07/israel_wants_clarity_on_human.php

⁴ <http://www.nif.org/issue-areas/stories/nif-protests-public-army.html>

Désigné par Lothar Bisky au nom du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

Breaking the Silence

Breaking The Silence (BTS) est une organisation non gouvernementale (ONG) israélienne, créée par des soldats et des vétérans des forces militaires israéliennes qui a recueilli et fourni des témoignages sur le service militaire en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est durant la deuxième intifada. Cette organisation donne au personnel et aux réservistes israéliens, qu'ils soient en service ou réformés, la possibilité de faire part, en toute confidentialité, de leur expérience dans les territoires occupés en Israël.

La mission explicite de l'organisation consiste à «briser le silence» des soldats de l'armée israélienne qui retournent à la vie civile en Israël et «découvrent le fossé qui sépare la réalité à laquelle ils ont été confrontés dans les territoires occupés et le silence qu'ils trouvent chez eux».

Créé en 2004, Breaking the Silence recueille et publie les témoignages des soldats, pour tenter «d'obliger la société israélienne à affronter la réalité qu'elle a créée» et la vérité concernant les «violences à l'égard des Palestiniens, les pillages et la destruction de biens» qui sont des pratiques bien connues des soldats.

L'organisation publie sur son site web des rapports écrits et enregistrés sur bande. Le 15 juillet 2009, BTS a publié un nouveau livret *Soldiers' Testimonies from Operation Cast Lead, Gaza 2009*, qui rassemble les témoignages des soldats sur l'opération «Cast Lead», et a récemment publié un livret de témoignages de femmes soldats. Des membres du groupe ont entamé une tournée de conférences en Israël, ainsi qu'en Europe occidentale et aux États-Unis. BTS organise des visites à Hébron pour le public israélien.

Le gouvernement israélien a protesté contre le financement de BTS par des gouvernements étrangers. Il a clairement fait savoir qu'il s'opposait au financement, par la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Espagne, d'ONG «qui ont un programme antigouvernemental clair».

L'ambassadeur israélien aux Pays-Bas a déclaré qu'Israël était une démocratie et que de tels fonds devraient être alloués à des pays où la démocratie n'existait pas. Breaking the Silence est une «organisation légale et légitime», a-t-il déclaré, mais son financement par le gouvernement néerlandais n'est pas raisonnable «à la lumière des sensibilités politiques».

Désigné par Joseph Daul, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Jaime Mayor Oreja, Jacek Saryusz-Wolski, Jarosław Leszek Wałęsa et Francisco José Millán Mon au nom du groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens)

«Guillermo Fariñas au nom de ceux qui luttent à Cuba pour la liberté et les Droits de l’Homme»

Guillermo Fariñas, 48 ans, est un ancien soldat devenu «dissident» cubain. Il rejoint l’opposition en 1989, après avoir rendu sa carte des Jeunes Communistes. Psychologue et journaliste de métier, il a créé son agence de presse indépendante «Cubanacan Press», essentiellement afin d’informer le reste du monde sur le sort des prisonniers politiques à Cuba. En vain cependant, l’agence ayant aujourd’hui fermé et cessé de publier. Manifester étant interdit, il effectue à ce sujet une grève de la faim en 2006 pour protester contre la cyber-censure et demander l’accès pour tous à un internet libre. Il reçoit à cet égard le Prix Cyber liberté 2006 de Reporters Sans Frontières.

Adepte de la non-violence et osant dénoncer le régime castriste, Guillermo Fariñas est une figure de la lutte contre l’emprisonnement d’opposants politiques. Il a lui-même passé 11 ans et demi en prison, mais le régime cubain, se durcissant toujours davantage, n’aura eu raison ni de sa détermination ni de son humanisme. Comme d’autres avant lui, il a choisi le jeûne de protestation pour interpeller l’opinion publique sur l’état des libertés dans son pays et porte ainsi l’espoir de dizaines de journalistes ou militants enfermés.

Le 24 février 2010, Guillermo Fariñas entame son 23^e jeûne, au lendemain de la mort controversée - et dénoncée à l’époque par le Parlement européen - d’un détenu d’opinion, Orlando Zapato Tamayo, suite à une grève de la faim de presque trois mois. Il réclame alors la libération de 26 détenus politiques malades et dénonce le déni par le régime cubain des violations des droits de l’homme. Son jeûne a pris fin 135 jours plus tard, le 8 juillet 2010 - et alors que son état de santé était de plus en plus inquiétant - suite à l’annonce par l’Église catholique de Cuba de la libération de 52 prisonniers dans les quatre mois.

Le combat de Guillermo Fariñas a ainsi constitué et constitue toujours un exemple pour tous les défenseurs de la liberté et de la démocratie.

**Désigné par le groupe Conservateurs et réformistes européens
et
par Edvard Kožušník et 91 autres**



Guillermo FARIÑAS

Guillermo Fariñas est un docteur en psychologie, journaliste indépendant et dissident politique de nationalité cubaine qui a mené, depuis des années, 23 grèves de la faim pour protester contre le régime cubain. Il a déclaré être prêt à mourir pour la lutte contre la censure à Cuba.

Il a récemment arrêté une grève de la faim de 4 mois pour demander la libération de 52 activistes de l'opposition emprisonnés qui sont en mauvaise santé. Les médecins ont déclaré que Fariñas a frôlé la mort.

Pourquoi le PE devrait le soutenir?

- Fariñas est un véritable symbole de la lutte pour la liberté d'expression et la démocratie;
- il est prêt à mourir pour ces principes moraux;
- cela permet à l'UE d'envoyer un message clair au régime cubain que la position commune européenne* ne sera pas révisée tant que le pays ne progressera pas réellement vers la libéralisation du régime totalitaire (contrairement à la ligne politique actuelle du gouvernement socialiste espagnol).

* Dans sa position commune de 1996, l'UE demande des progrès dans le domaine des droits de l'homme et de la

démocratie comme condition sine qua non à la normalisation de ses relations avec Cuba.

**Désignée par Norbert Neuser, Willy Meyer, Raül Romeva i Rueda et
40 autres**



AMINETU HAIDAR

Aminetu Haidar (El Aaiun, 1967), d'origine sahraouie, lutte pour la défense des droits de l'homme et milite, au niveau politique, pour l'indépendance du Sahara occidental. Elle est présidente du CODESA (collectif sahraouie des défenseurs des droits de l'homme) et est un exemple de la lutte non violente et de la résistance pacifique, raison pour laquelle elle est surnommée la «Gandhi sahraouie».

Aminetu a fait l'objet à maintes reprises de persécution et de répression pour son engagement envers la défense des droits de l'homme du peuple sahraoui. En 1987, elle a participé à une manifestation pacifique qui demandait au Maroc d'organiser un référendum sur l'autodétermination du Sahara occidental, comme le prévoient plusieurs résolutions des Nations unies. Elle a été pour cela emprisonnée sans aucune forme de procès et a disparu pendant quatre ans dans des prisons secrètes marocaines, où elle a été torturée, à l'instar de dizaines d'autres prisonniers politiques sahraouis.

En 2005, elle a été condamnée par le Maroc à sept mois de prison, cette fois dans la «prison noire» d'El Aaiun, ville du Sahara occidental occupée par le Maroc. Le Parlement européen a adopté en avril de cette année une résolution demandant au Maroc sa libération immédiate, ainsi que celle de 36 autres prisonniers de conscience sahraouis. Elle a été libérée après avoir purgé sa peine.

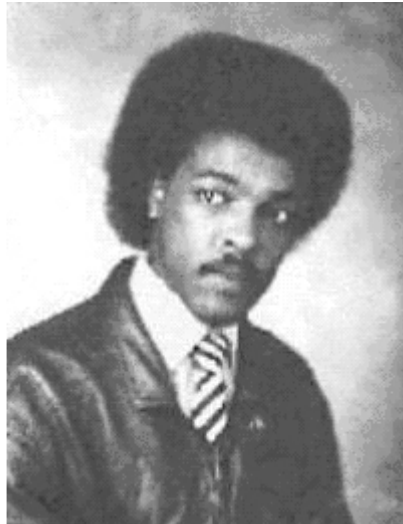
En novembre 2009, alors qu'elle revenait d'un voyage aux États-Unis où elle a reçu le prix du courage civil, elle a été expulsée illégalement de l'aéroport d'El Aaiun (Sahara occidental) par les autorités marocaines, qui lui ont confisqué son passeport et l'ont transférée de force en Espagne. Elle a entamé une grève de la faim à l'aéroport de Lanzarote (îles Canaries) qui a duré 32 jours avant d'obtenir l'autorisation de rentrer chez elle, dans les territoires occupés.

La militante sahraouie a reçu, notamment, le prix Juan María Brandés pour la défense du droit d'asile et la solidarité avec les réfugiés, et le prix John Humphrey pour la liberté (2006), le prix Silver Rose (2007), le prix Robert F. Kennedy des droits de l'homme et de la justice (2008), le prix du courage civil de la fondation Train (2009) et le prix international Jovellanos

«Résistance et liberté» (2010). Amnesty International a proposé sa candidature pour le prix Ginetta Sagan Fund et elle a également été nommée pour le prix Nobel de la paix.

**Désigné par Olle Schmidt, Cecilia Wikström, Marit Paulsen, Lena Ek et
37 autres**

M. Dawit ISAAK



Dawit Isaak est journaliste, écrivain et auteur dramatique. Il est né le 27 octobre 1964. Vingt-neuf ans plus tard, son pays devient l'Érythrée, après une longue et sanglante guerre de libération. En 1987, il arrive en Suède en tant que réfugié de guerre, et en 1992 il devient citoyen suédois.

Quand l'Érythrée gagne son indépendance, Dawit retourne dans son pays natal. Il se marie et a des enfants. Il devient ensuite l'un des propriétaires du premier journal indépendant du pays, *Setit*, où il travaille comme journaliste. Mais l'indépendance du pays s'est avérée fragile, et en 1998 le conflit avec l'Éthiopie s'embrase à nouveau de manière inattendue, menant à une guerre frontalière dévastatrice. Dawit retourne alors en Suède, afin de préparer la venue de sa famille pour la mettre en sécurité. Sa femme et ses enfants le suivent en avril 2000. Ils s'installent à Göteborg.

Un an plus tard, Dawit se rend à nouveau en Érythrée. Ce printemps là, Asmara était en pleine ébullition politique. La guerre frontalière avait suscité un débat politique intense. Un groupe de quinze membres de cabinet ont notamment appelé à des réformes démocratiques et à une évaluation objective et en profondeur des événements ayant conduit à la guerre. En mai, alors que les demandes des quinze dissidents n'ont trouvé aucun écho, ils publient leur critique sur l'internet sous forme de lettre ouverte. Cette lettre a été publiée par la presse libre, avec des analyses, des commentaires et des interviews de plusieurs de ces quinze politiciens. Ensuite, alors que la communauté internationale avait le regard tourné vers les ruines du World Trade Center, le gouvernement a riposté contre les réformateurs. En quelques jours, onze des quinze politiciens ont été arrêtés, ainsi que dix des journalistes les plus influents de la presse libre. Dawit Isaak en faisait partie, et il a été arrêté à l'aube du dimanche 23 septembre 2001.

Jusqu'à aujourd'hui, aucun d'entre eux n'a été officiellement inculpé ou n'a eu droit à un procès équitable. Les journalistes ainsi que les hommes politiques ont été présentés comme des traîtres. Les journalistes ont également été accusés d'avoir reçu un soutien financier de l'étranger, ce qui, selon les lois sur la presse en Érythrée, constitue un délit.

Il n'y a eu que peu de signes de vie de Dawit depuis son arrestation. En novembre 2001, le consul honoraire de Suède alors en poste à Asmara, Lis Truelsen, a pu l'apercevoir brièvement derrière les barreaux et échanger quelques mots avec lui. D'après le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), une organisation de presse américaine, il a été emmené à l'hôpital, en avril 2002, où il aurait été soigné à la suite de tortures subies. Au cours de l'été 2004, l'ambassadeur de l'Érythrée à Stockholm, Araya Desta, a déclaré à la radio nationale suédoise que Dawit se portait bien. Mais jusqu'à présent ni sa famille ni les autorités suédoises, pas plus que les organisations internationales des droits de l'homme, n'ont été autorisées à lui rendre visite. Les autorités érythréennes ne considèrent Dawit que comme un citoyen érythréen, et non comme un citoyen suédois, et estiment que son cas relève donc des affaires internes du pays.

Au printemps 2010, un ancien garde de prison du célèbre centre de détention d'Eiraeiro, où Dawit Isaak et d'autres journalistes et opposants sont détenus, a fui l'Érythrée pour se réfugier en Éthiopie. Selon son témoignage, la prison se trouve dans le désert (à 100 kilomètres environ de la capitale érythréenne, Asmara) et est en grande partie autonome, afin d'isoler davantage les prisonniers du reste de la société. Les cellules mesurent trois mètres sur quatre et sont équipées d'une toilette et d'une douche. Les prisonniers disposent de trois couvertures et ne reçoivent qu'un seul repas par jour, composé de six tranches de pain et d'une soupe (qui est loin d'être nutritive). Les gardes ne peuvent communiquer avec les prisonniers. Pour s'assurer que les gardes ne nouent aucun lien avec les prisonniers, ils travaillent toujours en équipe de deux ou trois. Les prisonniers doivent porter des menottes à tout moment et la torture psychologique est monnaie courante. De même, les prisonniers ne sont jamais appelés par leur nom, mais par le numéro qui leur a été attribué.

En été 2010, un représentant du gouvernement érythréen a déclaré à un journal suédois que l'affaire Dawit Isaak ne serait jamais portée en justice étant donné qu'elle était considérée comme un risque pour la sécurité nationale de l'Érythrée.

En janvier 2009, le Parlement européen a demandé, dans la résolution sur la Corne de l'Afrique B6/033 2009, la libération immédiate de Dawit Isaak et des autres journalistes incarcérés. Le 20 février 2009, le président du Parlement européen Hans-Gert Pöttering a envoyé une lettre au président de l'Érythrée, exprimant sa profonde préoccupation au sujet de la détérioration de l'état de santé de Dawit Isaak, et réitérant son appel pour une libération immédiate de ce dernier et des autres journalistes. Il a également appelé les autorités érythréennes à autoriser une visite à M. Isaak par un représentant officiel de la Commission européenne accompagné d'un médecin. En 2009, Dawit Isaak figurait parmi les trois candidats finaux du prix Sakharov du Parlement européen. En juin 2010, le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, a envoyé une lettre officielle au président érythréen, lui réitérant les profondes inquiétudes du Parlement européen concernant Dawit Isaak.

Désignée par Martin Schulz au nom du groupe de l'Alliance progressiste des socialistes & démocrates au Parlement européen



Birtukan Mideksa

Birtukan Mideksa est une personnalité politique éthiopienne et ex-juge. Elle dirige le parti d'opposition Unité pour la démocratie et la justice (UDJ). Née à Addis-Abeba, en Éthiopie, elle suit des études supérieures puis s'inscrit, où elle obtient son baccalauréat en droit de la faculté de droit. Elle pratique ensuite le droit au 3^e tribunal de district.

Alors qu'elle travaillait pour la magistrature fédérale, Birtukan a été nommée juge au 3^e tribunal de district du tribunal de première instance. Au cours de cette période, elle a instruit une affaire délicate, celle de l'ancien ministre de la défense et haut représentant du TPLF, Siye Abraha, accusé de corruption. Elle l'a libéré sous caution et a été surprise lorsque, quelques minutes plus tard, ce dernier a été arrêté par les autorités gouvernementales à sa sortie du tribunal, alors qu'il était accompagné de sa famille et de ses amis. Elle aurait par la suite reçu plusieurs avertissements et menaces de la part des agents de sécurité du gouvernement.

Par la suite, Birtukan a décidé de rejoindre un parti politique afin d'apporter un changement rapide dans le pays, y compris la supériorité de l'État de droit, et un total respect et une pleine application de la constitution, dont elle a constaté l'absence lorsqu'elle était juge. Elle a adhéré au Parti arc-en-ciel: Mouvement pour la démocratie et la justice sociale puis à la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD), après que quatre partis se soient rassemblés en coalition. Lors des élections de 2005, son parti a gagné un tiers des sièges et a estimé qu'il en aurait gagné davantage s'il n'y avait pas eu d'irrégularités lors du vote et du dépouillement du vote, et le parti au pouvoir a commencé à faire des rafles parmi les dirigeants des partis d'opposition (y compris Birtukan). Birtukan a été reconnue coupable de tentative de renversement de l'ordre constitutionnel et a été condamnée à la prison à vie. Elle a été graciée en 2007 après de longues négociations, et après avoir purgé 18 mois en prison, à l'instar d'autres dirigeants de l'opposition. Elle a par la suite fondé l'UDJ (Unité pour la démocratie et la justice) sur la base des mêmes principes qui sous-tendaient la CUD. La nécessité de créer un nouveau parti est apparue à la suite de l'attribution de la commission électorale du parti au pouvoir à un groupe dissident de la CUD (également connue sous le nom de Kinijit). Birtukan

a été élue présidente de l'UDJ, dont l'objectif était d'apporter un changement en Éthiopie par des moyens pacifiques.

Le 28 décembre 2008, Birtukan a été à nouveau arrêtée et condamnée à la prison à vie, après que la grâce qui lui avait été accordée en 2007 ait été révoquée. Birtukan Medeksa et plus de 100 autres personnes ont été emprisonnées pour des délits à la suite des scrutins controversés de 2005. Un différend concernant les conditions de sa grâce a conduit à sa nouvelle arrestation. Le gouvernement éthiopien a prétendu que sa grâce était assujettie d'une condition: qu'elle présente «des excuses pour ses crimes». Il a déclaré avoir ordonné son arrestation à la suite des comptes-rendus selon lesquels elle aurait publiquement nié devoir s'excuser pour ses actes ou demander pardon, et qu'elle serait maintenant emprisonnée à vie. Birtukan s'est engagée publiquement à poursuivre sa «lutte pacifique pour la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'État de droit» en Éthiopie. Ses problèmes ont débuté lorsqu'elle a parlé à des journalistes étrangers de la manière dont les dirigeants de l'opposition étaient libérés. Elle a mentionné des négociations qui se déroulaient entre l'opposition et le gouvernement, avec l'aide d'un «groupe de sages», avant qu'une grâce ne leur soit finalement accordée. Le gouvernement a insisté sur un document signé par les prisonniers qui allaient être libérés, dans lequel ces derniers «regrettaient» toutes les «erreurs» qu'ils avaient «commises», laissant entendre que la libération s'inscrivait dans le cadre d'une procédure judiciaire normale plutôt que d'un accord politique négocié.

Merera Gudina, dirigeant de la coalition de l'opposition Forum pour le dialogue démocratique (FDD - Medrek) a publiquement déclaré, lors d'une visite aux États-Unis en novembre 2009, que «Birtukan Medeksa allait devenir la Nelson Mandela éthiopienne ». Bon nombre de ses partisans la surnomme l'Aung San Suu Kyi éthiopienne, en référence à la prisonnière de conscience birmane.

En décembre 2009, Amnesty International a qualifié l'emprisonnement de Birtukan Mideksa *«d'injuste et de politiquement motivé»*. Il a lancé une campagne internationale demandant sa libéralisation, remettant en question l'allégation du gouvernement éthiopien selon laquelle son incarcération relevait du domaine juridique¹. À une question concernant sa libération lors d'une conférence de presse de décembre 2009, le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, qui l'appelle rarement par son nom, a répondu «Il n'y aura jamais d'accord avec personne concernant la libération de Birtukan. Jamais. Point. La question est close»².

¹ <http://www.ethiopianreview.com/content/11916>.

² http://en.wikipedia.org/wiki/Birtukan_mideksa.

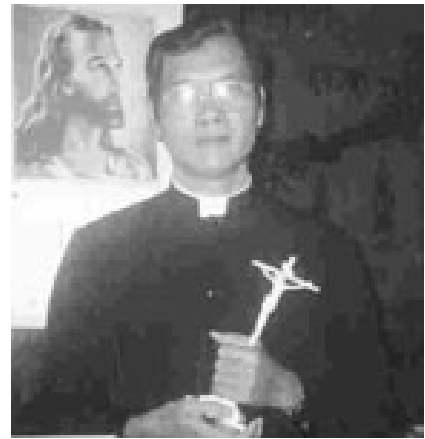
Désigné par le groupe des Conservateurs et réformistes européens

Père Thadeus Nguyen Van Ly

Le père Nguyễn Van Ly est un ecclésiastique vietnamien et un éminent défenseur des droits de l'homme, qui a choisi la non-violence comme seul instrument de promotion universelle des droits de l'homme. Ses principes directeurs sont les suivants:

- la liberté de circulation et de séjour, de réunion, d'information, de pensée et de religion;
- l'égalité et la justice pour le peuple vietnamien;
- l'institution d'une véritable démocratie au Vietnam.

Le père Nguyễn Van Ly a été arrêté pour la première fois en septembre 1977 pour avoir distribué deux essais de l'archevêque Nguyen Kim Dien qui critiquaient l'oppression des minorités religieuses par le gouvernement. Le prêtre a depuis lors passé au total plus de vingt ans en prison ou en assignation à résidence pour avoir défendu la dignité humaine et la démocratie. Lors de sa libération provisoire afin de recevoir un traitement médical en mars 2010, le père Nguyen Van Ly a été immédiatement placé sous surveillance rapprochée par les autorités et, en qualité de «menace pour la sécurité nationale», il a été menacé d'arrestation «à tout moment» car il avait demandé à la communauté internationale de se réveiller et de prendre note de la situation des droits de l'homme au Vietnam.



Le père Nguyễn Van Ly résume son travail de défense des droits de l'homme et de la dignité comme suit: «Une société civilisée ne devrait jamais permettre à un gouvernement, quel qu'il soit, quel que soit son idéologie ou son principe politique, de porter atteinte aux droits de l'homme universels et d'isoler son propre peuple derrière un rideau de fer sous prétexte de «non-ingérence» dans les affaires internes de l'État».

Désigné par le groupe des Conservateurs et réformistes européens

Portes Ouvertes

Portes Ouvertes est une mission chrétienne non confessionnelle qui soutient les chrétiens persécutés, qui représentent la minorité religieuse la plus persécutée. Dans le monde, quatre personnes sur cinq qui sont persécutées pour leurs croyances religieuses sont chrétiennes. Différents niveaux de persécution, depuis des actes individuels à l'oppression structurelle par les autorités, ont lieu dans de nombreux pays à travers le monde.

Portes Ouvertes a été créé en 1955 par Anne van der Bijl, une ressortissante néerlandaise, après qu'elle ait rendu visite aux chrétiens persécutés en Pologne communiste. Portes Ouvertes cherchait à initialement à atteindre les chrétiens dans l'Europe centrale et orientale communiste et en Chine. Dans les années 70, son action s'est étendue au Moyen-Orient et à des régions d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. À l'heure actuelle, l'organisation est présente dans plus de 45 pays, où elle réalise un large éventail d'activités, dont:

- faire pression dans les pays occidentaux et dans les pays sous un régime oppresseur afin de promouvoir la liberté de religion ou de croyance;
- apporter une aide juridique et un soutien aux prisonniers et à leur famille;
- parrainer des centres de rétablissement pour les réfugiés, veuves et orphelins chrétiens, des ministères de la réconciliation et des collèges bibliques;
- distribuer des bibles et autre littérature chrétienne.

Portes Ouvertes publie chaque année un index mondial des persécutions à l'encontre des chrétiens (*World Watch List*), qui classe les pays en fonction du degré de persécution dont souffrent les chrétiens en raison de leur foi.

Portes Ouvertes a récemment lancé une opération massive pour venir en aide aux victimes des inondations au Pakistan qui appartiennent à des minorités religieuses et qui sont victimes de discrimination dans le cadre des efforts officiels d'aide pakistanais.

Pour de plus amples informations:

<http://sb.od.org/> (Open Doors International)

<http://www.opendoorsuk.org/> (Open Doors Royaume-Uni)

<http://www.opendoors.nl> (Open Doors Pays-Bas)

<http://www.portesouvertes.fr/> (Portes Ouvertes France)